**SANCTION DISCIPLINAIRE DU 1ER GROUPE**

**EXCLUSION TEMPORAIRE DE FONCTIONS**

**POUR UNE DUREE DE 3 JOURS MAXIMUM**

Le Maire de ...........................

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu les articles L. 532-4 et L. 533-1 du Code général de la fonction publique,

Considérant qu'il est reproché à M ................ d'avoir commis telle faute .......................... OU d'avoir manqué à l'obligation de ........................,

Considérant que M …………………………………. a été informé(e) de son droit à communication de son dossier et de la possibilité de se faire assister par un ou plusieurs conseils de son choix,

Considérant que M ........................... a eu communication de son dossier,

**A R R E T E**

**Article 1er**: Une exclusion temporaire de fonctions de .... jours (3 jours maximum), sanction du 1er groupe figurant à l’article L. 533-1 du Code général de la fonction publique, est infligée à  
M .............................., grade .........................

*(L'exclusion temporaire de fonctions, privative de toute rémunération, peut être assortie d'un sursis total ou partiel.*

*Le fonctionnaire est dispensé définitivement de l'accomplissement de la partie de la sanction pour laquelle il a bénéficié du sursis, si, pendant une période de trois ans après le prononcé d'une exclusion temporaire de fonctions, il n'a fait l'objet d'aucune autre sanction que l'avertissement ou le blâme.*

*L'intervention d'une exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours ou d'une sanction disciplinaire du deuxième ou troisième groupe durant cette même période entraîne la révocation du sursis).*

**Article 2** : La sanction visée à l'article 1er ci-dessus prend effet du ............................. au ................................

**Article 3** : Pendant cette durée, une retenue de ..../30° est opérée sur la rémunération de   
M ............................... Cette période n’entre pas en compte pour le calcul de l’ancienneté, pour l’avancement et la retraite.

**Article 4** : La sanction sera effacée au bout de 3 ans si aucune sanction n’est intervenue pendant cette période.

**Article 5** : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressé(e),

- transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Notifié à l'agent le : Fait à .................., le ..............

(date et signature) Le Maire,